

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N°838 du 21 mai 2005

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### L'EUROPE NE NOUS A RIEN APPORTE

*Oui, bien sûr, je donne dans la provocation. Si je choisis un titre iconoclaste, c'est que je crois qu'il faut tordre le cou à une idée qui hante les esprits d'un grand nombre de Français d'une entière bonne foi, persuadés que tout ce qui s'est passé de bienheureux pour les Européens depuis cinquante ans est dû à la baguette d'une bonne fée nommée Europe.*

*Oui, c'est vrai, depuis cinquante ans, la paix a régné sur le vieux continent, les vieilles haines se sont tuées, la croissance économique a été là, les peuples ont appris à se connaître, à se respecter.*

*Je remarque au passage que ce satisfecit ne tient pas compte du fait que les Occidentaux de l'Europe, bien calés dans leur confort, dans une prospérité sans précédent, ont plus ou moins oublié ce qui se passait de l'autre côté de la ligne Oder Neisse. Il était de bon ton à gauche de saluer les succès de l'URSS et du Comecon, Soljenitsine était inconnu ou ignoré, et la raison d'Etat commandait à VGE d'aller porter des roses sur le mausolée de Lénine.*

*Depuis cinquante ans, ce qui a fait la noblesse de l'Europe ce n'est pas ce qui s'organisait à Bruxelles ou Strasbourg, c'est ce qui se passait à Gdansk, à Budapest ou à Prague.*

*A ceux qui clament sans cesse : Europe, Europe ! Je serais tenté de répondre Liberté, Liberté !*

*Revenons à cette Europe du traité de Rome, et à ses succès – fût-ce au prix de l'oubli des peuples opprimés. Où donc était-elle ? Que faisait-elle ? Quelle était la baguette de la fée ?*

*En réalité il n'y avait pas de fée, parce qu'il n'y avait pas d'Europe. Il y avait des Etats européens qui avaient passé entre eux des conventions fixant des règles de bonne conduite dans le domaine économique. Et il y avait des Européens, entrepreneurs, travailleurs, épargnants, touristes, banquiers, étudiants, savants, qui ont mis à profit l'occasion qui leur était ainsi offerte d'ouvrir leurs affaires et leurs esprits à la diversité, à l'échange, à la compréhension mutuelle. Ainsi d'ailleurs l'avaient voulu les vrais instigateurs du traité de Rome, Schuman, de Gasperi et Adenauer. Ils avaient compris que c'est en vivant ensemble dans un ordre spontané que les Européens tourneraient définitivement le dos à la tentation du nationalisme xénophobe et de l'impérialisme idéologique. L'Europe politique ? Un gouvernement unique ? Peut-être dans une perspective plus longue, mais sûrement pas pour réparer les blessures de la guerre et retrouver la communauté de pensée et de vie entre Européens.*

*Il est vrai qu'à Rome certains ont voulu aller plus loin. Ayant l'illusion que les quelques institutions mises en place quelques années plus tôt étaient une réussite, comme la CECA – qui n'était en fait qu'un cartel de l'acier et du charbon, ils ont voulu semer les germes d'une construction plus structurée. Et les structuralistes, inspirés par le planiste Jean Monnet, ont obtenu en partie gain de cause en faisant reconnaître quelques principes, comme celui de la « responsabilité communautaire » (les Européens ont le devoir d'absorber la production européenne, le marché européen appartenant aux producteurs européens), ou des politiques communes, à commencer par celle de l'agriculture, mais aussi celle des transports, de l'énergie. En fait, on en restera très vite là, parce que les lois de l'économie ont pris leur revanche. Moins de cinq ans plus tard, il ne restait plus rien des barrières douanières et monétaires pour les produits industriels, dans ce secteur l'Europe s'ouvrait à la concurrence mondiale. La CECA devait s'effondrer, et la politique agricole commune devait demeurer, jusqu'à nos jours, le seul vestige du temple du dirigisme.*

*Alors, faute de fée, voici la baguette : elle s'est appelée concurrence, elle a imposé la libre entreprise, le libre échange. La mondialisation était déjà à l'œuvre : les « rounds » du GATT ont conduit à la liberté du commerce pour toute la planète, et les Européens ont découvert un monde qu'ils avaient ignoré depuis un siècle : la compétitivité, l'innovation, la recherche de nouveaux débouchés, la fin des espaces protégés (l'Union Française, considérée comme « chasse gardée » de nos producteurs, ne résistera pas au choc).*

*Ainsi ce que certains attribuent à l'Europe revient en fait au marché, à ce fameux « marché commun », à la pression exercée sans cesse pour une meilleure gestion, pour des emplois plus qualifiés, pour une épargne mieux utilisée.*

*Sans doute les démons de l'Etat ont-ils continué à rôder, tant au niveau européen que national. Jacques Delors a donc voulu récupérer au niveau européen en faveur des hommes de l'Etat et de leur clientèle (notamment syndicale) ce qu'ils avaient peu à peu dû concéder au niveau national sous les coups de butoir de la liberté économique : Maastricht est le premier des chants désespérés.*

*Ensuite, au fur et à mesure que la nécessité d'une ouverture et d'un élargissement de l'espace européen s'imposait davantage, au fur et à mesure que l'idée de liberté se concrétisait enfin pour des millions d'Européens, les Etats de plus en plus bousculés, et avec eux les gens qui en vivent, se sont enhardis et ont voulu se hâter de se mettre à l'abri derrière la forteresse institutionnelle, capable de les protéger à la fois contre le reste du monde, Chinois et Américains compris, et contre les disciplines du marché, réellement trop exigeantes pour les privilégiés et les parasites. Et pour mieux tromper leur monde, ils appellent leur construction « Europe », et ils veulent lui attribuer tous les mérites du passé, un passé où leur Europe n'existait pas, mais où les Européens ont connu le progrès grâce à la liberté.*

*Oui, c'est à la liberté que les Européens doivent quelque chose. Et c'est la liberté qu'ils doivent préserver quand elle est menacée par le constructivisme politicien.*

Jacques Garelo

## Conjoncture

### OU VA L'ECONOMIE RUSSE ?

Vladimir POUTINE a reçu en grande pompe, dans la grande tradition stalinienne, les chefs d'Etat occidentaux, à l'occasion des cérémonies du soixantième anniversaire de la victoire sur le nazisme, le 9 mai. La parade sur la Place Rouge avait un air de déjà vu, et on ne sait pas trop ce qu'elle voulait signifier, ou ce qu'elle voulait cacher : cache tsarisme ou cache misère ? Peut être les deux, car les experts s'interrogent sur l'évolution liée et du régime et de l'économie russe. Le régime est dans une phase de durcissement idéologique et de retour sinon au léninisme, au moins à la tradition étatiste de la grande Russie. Cela se traduit dans le domaine économique : les entreprises sont reprises en mains, les dépenses publiques explosent et déjà réapparaît l'inflation, ce qui ne laisse augurer rien de bon. La Russie serait-elle entrée dans une phase de « capitalisme dirigé », ou reverra-t-on le Gosplan ?

#### Une inflation qui s'accélère

Le lendemain des festivités du 9 mai, la Russie et l'Union européenne, lors d'un sommet à Moscou, ont approuvé un accord de coopération portant sur plusieurs espaces communs. Il est question d'un marché ouvert et intégré entre l'Union européenne et la Russie, de réduire les barrières au commerce et à l'investissement, et de favoriser les réformes en faveur de l'économie de marché. D'ailleurs POUTINE a cherché à rassurer en déclarant : « Je suis déterminé à poursuivre dans l'économie de marché ». Certes. Mais pour l'instant on en reste dans tous ces domaines au stage des intentions.

La réalité est toute autre. Et l'économie russe reste bien faible, par rapport à l'Europe des 15 (ne parlons pas des 25). Si elle a 145 millions d'habitants contre 379 dans l'Union européenne, son

PIB n'est que de 360 milliards d'euros contre 8 843 pour l'Europe. Le PIB par habitant est de 2 500 euros, contre 23 300 dans l'Union européenne. Et les exportations, en dépit du pétrole, n'atteignent que 100 milliards d'euros (2% des exportations mondiales), contre 991 milliards pour les 15 (20% des exportations mondiales). Il reste du chemin à faire pour rattraper la vieille Europe, pourtant elle-même mal en point sur le plan conjoncturel.

Ce qui inquiète les experts, c'est l'accélération de l'inflation. En 2004, la hausse des prix était de 11,7%. Le gouvernement russe espérait 8,5% en 2005. Au 31 mars, on en était déjà à un rythme annuel, en glissement, de 13,6%. La cause en est un dérapage accéléré de la masse monétaire, que la banque centrale est incapable de maîtriser, en raison d'un afflux de pétrodollars, à cause des exportations de pétrole vers le monde entier. Les autorités n'arrivent pas à stériliser cette arrivée massive de capitaux, en voulant éviter une appréciation du rouble. Comme toujours avec des changes fixes, un afflux de devises entraîne la hausse du cours de la monnaie ou une inflation : il faut choisir.

## **Des dépenses publiques qui s'envolent**

Mais le dérapage est aussi considérable dans les dépenses publiques. Les manifestations de rue contre la suppression des avantages en nature (transports et médicaments gratuits pour les personnes âgées) ont conduit le Kremlin à faire des promesses inconsidérées en matière de hausse des retraites et des salaires dans la fonction publique. Le gouvernement veut accroître les dépenses sociales avec la manne pétrolière et il s'est engagé à doubler les retraites et les salaires des fonctionnaires d'ici la prochaine élection présidentielle en 2008. Résultat : les dépenses publiques devraient augmenter de 31% cette année.

Tout cela est source de déséquilibres majeurs et, même si la manne pétrolière est considérable, dépasse les capacités de l'économie russe. La pression est forte sur l'inflation comme sur le taux de change du rouble. Et l'absence de véritable concurrence n'est pas faite pour arranger les choses : la plupart des secteurs sont monopolistiques, ce qui accentue la pression sur les prix.

En effet, le Kremlin exerce une pression de plus en plus grande sur les milieux d'affaires, de moins en moins libres, tandis que l'Etat a repris en mains le secteur énergétique, comme le montrent les aventures du pétrolier loukos, étatisé. De plus, cette étatisation de l'économie commence à se ressentir fortement sur la productivité de l'industrie, qui ne progresse que faiblement, limitant l'accroissement de l'offre, face à une demande dynamique soutenue par l'augmentation de la masse monétaire. A terme, c'est toute la croissance qui est menacée.

## **Un retour au nationalisme russe**

Par ailleurs, et cela correspond au durcissement politique de POUTINE, la Russie se tourne vers la nationalisme économique. Le projet de loi sur le sous-sol, étudié actuellement par la Douma, prévoit que la délivrance de licences d'exploitation de gisements stratégiques sera réservée aux entreprises dont au moins 51% du capital est Russe. L'économie russe aux Russes est le nouveau thème à la mode.

Certes, officiellement, POUTINE a conservé ses conseillers libéraux, même ceux qui ont critiqué la dérive étatiste du pays. Mais de fait, ils sont sur la touche et Le Figaro-économie souligne qu'en « coulisse ce sont néanmoins les dirigistes qui semblent tirer les ficelles ». Pas question de politiques libérales comme dans les anciens pays communistes d'Europe centrale. Tout au plus est-il question d'un « capitalisme dirigé » qui rappelle un peu, en plus étatiste, le fameux MITI japonais de l'après-guerre.

En outre, il n'est pas inutile de rappeler qu'une économie de marché véritable a besoin d'un état de droit qui garantisse les institutions stables dont le marché a besoin, à commencer par les droits de propriété et le bon déroulement des contrats. Avec le rôle des mafias d'une part et de l'autre le gouvernement qui n'hésite pas à mettre la main sur des secteurs entiers de l'économie, il n'est pas sûr que la Russie soit un état de droit. Certes, il faut se réjouir qu'elle envisage des accords de libéralisation avec l'Europe, mais d'une part cela n'est pas encore fait, de l'autre il faudra des réformes autrement plus profondes pour faire de la Russie une authentique économie de marché. Seule l'évolution démocratique, encouragée par G.W. BUSH, des anciens satellites soviétiques, pourra contraindre un jour la Russie à évoluer à son tour. Mais ce n'est pas pour demain.

## **LE COUT DU OUI : 500 MILLIONS D'EUROS**

Dans cette dernière ligne droite de la campagne du referendum, rien n'aura été trop beau pour inciter les citoyens à bien se comporter et à voter oui. La lettre hebdomadaire *Le Bleu*, relayée par *Le Monde*, essaie de calculer la facture du oui « en additionnant les efforts financiers déployés par le gouvernement pour endiguer la montée du non ». *Le Figaro* avait déjà fait un calcul identique il y a quelques semaines, mais les choses se sont aggravées depuis.

C'est ainsi que la grogne des fonctionnaires méritait d'être calmée. Renaud DUTREIL avait expliqué qu'il n'y avait plus un sous et que la hausse des traitements serait de 1% en 2005. Comme par miracle, un mois plus tard, l'impossible devient possible et la hausse se transforme en 1,8%, de quoi satisfaire les syndicats, soit 300 millions de plus.

Thierry BRETON n'est pas en reste et il s'est vite pris au jeu politique. Les exploitants agricoles auront droit à des congés payés par l'Etat, ce dont nous avons parlé et qui est extraordinaire pour une profession indépendante (entre 50 et 100 millions de plus). Puis le voilà qui décide de prolonger que quelques mois les aides sur le gazole destinées aux agriculteurs et aux pêcheurs. Cela sert paraît-il à limiter l'impact de la flambée des prix du pétrole : 64 millions de plus. La mesure est prolongée jusqu'au 31 mai (on n'a pas osé l'arrêter le soir du 29 mai !).

Il faut aussi, ajoute *Le Monde*, faire attention aux symboles. A peine apprenait-on que l'ex PDG de Carrefour, Daniel BERNARD, allait recevoir de confortables indemnités de départ en retraite que M. BRETON, qui a décidément pris très vite le pli politicien, promettait de réformer ces retraites dorées des patrons et de renforcer les contrôles. M. BORLOO, lui aussi très en pointe, s'engouffrait dans la piste ouverte par ce patron alsacien qui proposait à ses licenciés un poste en Roumanie à 110 euros par mois : le ministre n'allait pas rester sans réagir face à cette infamie patronale. Le gouvernement était dans le camp des travailleurs, contre l'Europe libérale et les patrons profiteurs.

Le ministre de l'agriculture, face à quelques viticulteurs en colère, a annoncé aussitôt le doublement des principales aides exceptionnelles prévues par le plan du 31 janvier. Un doublement, c'est le moins qu'il pouvait faire. Et M. DOUSTE-BLAZY lui aussi ne chôme pas : les colères des médecins urgentistes leur a valu immédiatement 15 millions d'euros de plus. Il a bien fallu procéder à la hausse du prix du gaz (passons sur le fait que dans aucun pays, sauf peut-être en Russie, une telle décision n'appartient à l'Etat). Elle aura lieu, puisque c'est nécessaire, mais en juillet, une fois le referendum passé. Les salariés et les syndicats de Gaz de France risquaient d'être contrariés par l'ouverture du capital de GDF au secteur privé : qu'à cela ne tienne, la mesure, prévue en mai, est reportée au mois d'août : l'essentiel est de ne pas contrarier les syndicats en période référendaire.

La Commission européenne n'est pas en reste pour aider le gouvernement français à ne pas contrarier les électeurs du oui. On sait ce qu'il est advenu de la directive BOLKESTEIN, remise à plat pour ne pas fâcher les Français. On verra plus tard ce qu'il convient de faire, pour l'instant tout est stoppé. Une directive BARROT, dont nous avons parlé il y a quelques semaines, sur les transports régionaux de la RATP et de la SNCF, qu'il faut ouvrir à la concurrence, est au placard pour cause de traduction en 19 langues différentes : cela prendra jusqu'au 29 mai au soir. Le 30 au matin elle sera disponible.

Nous en avons sûrement oublié et la liste du *Monde* et du *Bleu* n'est sans doute pas complète. Mais l'essentiel, n'est-ce pas, est de ne pas contrarier les Français. Si vous avez des revendications à formuler, surtout si vous avez un pouvoir de nuisance (bloquer les routes ou les services publics), n'hésitez pas : il vous reste encore quelques heures pour en profiter. Jusqu'au 29 au soir, on rase gratis. On ne parle que des lendemains qui chantent. La note vous sera présentée le 30 au matin, et cela que vous ayez voté oui ou non. Il faudra de toutes façons payer la facture de l'aide au oui.

## **OMC : LES VILLAGES GAULOIS RESISTENT A L'ENVAHISSEUR**

Les négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont l'air de se débloquer. Le « cycle de Doha », qui concerne notamment l'agriculture se propose d'en finir avec le protectionnisme agricole des pays riches qui pénalise les pays du tiers-monde. C'est le moment choisi par certaines collectivités locales françaises pour organiser la résistance contre l'envahisseur étranger. De quoi s'agit-il ? Essentiellement de la libéralisation de commerce dans le secteur des services : après l'industrie, dont l'essentiel a été réglé, la libéralisation du commerce international doit logiquement concerner les services d'une part, l'agriculture de l'autre. Ce domaine des services est important et sensible (comme on l'a vu en Europe avec l'enterrement provisoire, à la demande de la France, de la directive BOLKESTEIN) et le commerce mondial des services représente déjà plus de 2 000 milliards de dollars, soit 20% des échanges internationaux : il a un énorme potentiel de développement, d'où l'intérêt des négociations de libéralisation. Si les Etats-Unis sont en tête des exportations de services, avec 15,2% du total et 319,3 milliards, la France n'est pas mal placée, avec la quatrième place (5,2% et 108,4 milliards) : a priori nous ne devrions pas avoir peur de l'ouverture des frontières dans le secteur des services.

C'était compter sans les champions de l'altermondialisation, les amis de José BOVE et d'Attac. Il existe, figurez-vous, un réseau des élus et collectivités hors AGCS (Accord général sur le commerce des services), c'est-à-dire de personnes qui prétendent se mettre hors la loi et échapper à la libéralisation des services. Car comme chacun sait, la libéralisation des services est mauvaise pour les collectivités locales comme pour les citoyens : c'est du moins l'opinion des altermondialistes, qui ne savent pas ce qu'est un client et qui ne croient pas aux vertus de la concurrence ou de la baisse des prix.

Cela concerne de nombreux secteurs, allant du tourisme à l'audiovisuel en passant par la fourniture d'électricité, la distribution de l'eau, les services publics de proximité. Voilà en quoi les collectivités locales sont concernées. Depuis dix-huit mois, 260 collectivités locales (communes, communautés de communes, conseils généraux, conseils régionaux) se sont déclarées zone hors AGCS et se sont donc placées hors la loi. Elles annoncent qu'elles n'appliqueront pas les directives de l'OMC. Le premier appel à la désobéissance avait été lancé par quatre députés : Jack LANG, PS, Jean-Claude LEFORT (PC), Noël MAMERE (Verts) et Geneviève PERRIN-GAILLARD (PS).

Depuis, le groupe s'est structuré en réseau national d'élus et de collectivités locales. Inutile de dire que le groupe est essentiellement composé d'élus de gauche et d'extrême gauche, et il est en contact étroit avec Attac, ce qui ne surprendra personne. Il y a déjà 17 conseils régionaux (y compris l'Ile de France, Rhône-Alpes, etc.), 28 conseils généraux (des Landes à la Seine-Saint-Denis), et de nombreuses villes et communes, de Rennes à Niort en passant par Clermont-Ferrand... Tous ont fait adopter par leurs conseils une résolution « stipulant qu'elles n'appliqueraient pas des mesures menaçant, selon elles, la pérennité des services publics ».

Bien entendu, tout cela n'est que de l'agitation médiatique, puisque ces collectivités se sont mises hors la loi. Elles sont sorties de leur champ de compétence. Un conseil municipal ne peut pas délibérer sur des sujets internationaux. Il peut au plus émettre un vœu. D'ailleurs plusieurs communes se sont fait déjà rappeler à l'ordre et ont été déférées en tribunal administratif par le préfet : on peut s'étonner que ce ne soit pas fait systématiquement.

En attendant, on pourrait suggérer aux habitants de ces collectivités de porter plainte contre une décision illégale qui leur causerait, si elle était suivie d'effet, un préjudice considérable puisqu'ils ne bénéficieraient pas de la libre concurrence dans le domaine des services. Il n'y a qu'en France en tous cas que l'on voit ce genre de choses et là encore, il n'y a pas de quoi être fier de l'exception française. Il est vrai que chez nous tous les politiciens ont conclu une alliance sacrée contre Bolkenstein, les Chinois, les Américains et tous les envahisseurs qui menacent nos nobles industries et nos belles campagnes.

## « LA CULTURE NE PEUT PAS ETRE LIVREE AU JEU DU MARCHÉ »

La semaine dernière, nous avons consacré la totalité de la Nouvelle Lettre aux éditoriaux de Jacques GARELLO sur la constitution européenne. Nous avons ainsi laissé volontairement de côté quelques faits marquants de l'actualité et il n'est pas trop tard pour y revenir cette semaine. En effet, nous ne pouvons passer sous silence le grand show culturel du Président Jacques CHIRAC à l'Elysée avec Johnny HALLYDAY, Françoise HARDY, Nana MOUSCOURI, Jeanne MOREAU, Sonia RYKIEL, mais aussi les jeunes rockers britanniques du groupe The Servant ou Marianne FAITHFULL, ou encore Claude LELOUCH, Jean-Jacques BEINEX, Gérard JUGNOT ou Roger PLANCHON : que du beau monde. Tous réunis pour défendre à la fois le oui au referendum et l'exception culturelle.

Ce qui nous a frappé, plus que ce côté paillettes de la rencontre, c'est la violence du Président pour dénoncer les menaces que le marché fait poser sur la culture. Certes, ce n'est pas la première fois qu'il aborde ce thème, mais il nous semble qu'avec le temps, comme à propos du libéralisme, le discours de Jacques CHIRAC se durcit. « Le projet européen est par essence un projet culturel. Sans doute est-il même d'abord cela : la volonté d'un ensemble si divers de peuples et de nations de partager un même idéal de civilisation tout en restant fidèles à leurs identités respectives ». Certes, à condition de ne pas mépriser non plus l'Europe des libertés économiques, car c'est elle qui fonctionne, et de voir que c'est par l'ouverture des frontières que se fera l'Europe culturelle. La culture doit bénéficier de cette liberté économique.

Or c'est là que le bât blesse. Bien entendu, la Constitution européenne est « une avancée considérable » pour l'Europe de la culture. « Désormais, la diversité culturelle est élevée au rang des objectifs fondamentaux de l'Union. Le traité facilitera aussi une pleine reconnaissance des industries culturelles qui méritent d'être encouragées et soutenues pour constituer, autant que possible, des champions européens dans la compétition mondiale ». Quand on sait ce que veut dire soutenu dans la bouche du chef de l'Etat, on ne peut que s'inquiéter devant cette quasi-nationalisation de la culture. La culture d'Etat n'a jamais rien donné de bon.

Mais il manquait un peu d'anti-américanisme. Il allait venir. L'Europe doit à tout prix se défendre « du danger immense » de « l'uniformisation culturelle » dont « tout le monde comprend, ajoute Le Figaro, qu'elle vient des Etats-Unis, même s'il ne les cite jamais ». Car comme chacun sait, c'est la mitrailleuse sur la tempe que les américains nous obligent à aller voir leurs films. Sans cette violence, il n'y aurait pas un spectateur !

« Dans un monde qui semble ne réserver qu'une place sans cesse plus restreinte à tout ce qui ne concourt pas immédiatement à la recherche du profit, les cultures doivent aussi résister à la déferlante de produits standardisés » : un peu d'anti-capitalisme, face aux professionnels de la culture subventionnée, cela fait toujours bon effet.

Bref, pour Jacques CHIRAC « la culture ne peut pas être livrée au jeu du marché, pas plus qu'elle ne doit être inféodée à l'Etat. La concentration menace la diversité culturelle au même titre que la concurrence sauvage ». Cette affirmation est intéressante, car Jacques CHIRAC devrait expliquer comment, si on renonce au jeu du marché dans un domaine, comme celui de la culture, on peut échapper à l'étatisation. A moins qu'il nous refasse le coup de la troisième voie, que l'on croyait passée aux oubliettes de l'histoire. Que reproche-t-il au marché, qui est le seul à permettre l'expression de la diversité culturelle ? Quant à la « concurrence sauvage », qu'il laisse ce genre d'expressions à Madame LAGUILLER !

Le Président est aussi revenu sur la fameuse « bibliothèque virtuelle européenne », dont nous avons parlé, et qui se veut une réponse étatique à l'initiative privée de GOOGLE. Il en a profité pour ajouter la « création d'un label du patrimoine européen », encore un truc étatique, et a ajouté « un fonds européen de garantie pour faciliter la circulation des expositions au sein de l'Union » : il faut bien trouver des idées pour dépenser les impôts européens.

Bref, « l'Europe sera aux avant-postes du combat pour la diversité culturelle. L'Union comme la France ne transigeront jamais avec la défense de l'exception culturelle et continueront d'en porter la conception la plus exigeante ». Traduction : c'est l'Etat, national ou européen, qui s'occupera de la culture et la financera. Comme en URSS.

*l'actualité qui nous fait réfléchir*

les plus lourdement imposés, tandis que l'on subventionne l'inaction et le parasitisme. Est-ce une indignité de s'enrichir en cultivant ses talents, en faisant quelque chose d'utile pour les autres ? La morale ne se reconnaît pas dans ce mythe du « riche indigne » ni dans la pratique de la solidarité forcée.

Ainsi mise en ébullition intellectuelle, la salle réagissait avec pertinence quand est venu le temps des questions-réponses. Par exemple : des expressions courantes sont dépourvues de sens, comme le « dumping fiscal », ou les « cadeaux faits aux riches ». Ou encore : comment propager ces excellents idées dans l'opinion publique ?

Un autre temps fort de la soirée a été la présentation par Pierre GARELLO du lauréat du premier grand prix de l'IREF, doté de 10.000 euro, Dalibor ROHA. Ce jeune étudiant slovaque, qui prépare son doctorat d'économie à l'Université de Prague, s'est attiré la sympathie et l'admiration en délivrant en français un discours d'une haute tenue, commentant sa dissertation sur « Croissance et Fiscalité ». Pierre GARELLO a annoncé que fort du succès rencontré par cette première version, l'IREF reconduisait le Prix pour l'an prochain avec pour thème (réellement d'à propos) : fiscalité et justice. Les renseignements et inscriptions se font sur le site [www.iref-europe.com](http://www.iref-europe.com). Le directeur des études a également rappelé toutes les réalisations et tous les projets de l'IREF : ce tout nouvel institut entend donner une base scientifique et des arguments irréfutables à tous ceux qui en Europe se battent contre l'arbitraire fiscal et la dérive des finances publiques.

Le futur de la fiscalité européenne se trouve sûrement dans la concurrence fiscale, et pas dans l'harmonisation. Pascal SALIN devait faire la synthèse des travaux de la soirée en rappelant les dangers que les hommes politiques font courir aux patrimoines, au capital accumulé, qui sont pourtant les facteurs-clés de la croissance. Tout cela n'est « légitimé » que par le désir d'élargir la sphère de l'Etat, d'accroître les clientèles électorales en distribuant des prébendes.

Il faut revoir à la baisse les « biens publics » généreusement dispensés par les politiciens avec l'argent des contribuables. Il faut en finir avec le mythe de l'Etat bienveillant et bienfaisant, seul compte le respect des droits individuels. Il n'est pas mauvais que dans l'Europe de demain les Etats soient eux-mêmes en concurrence, réduisant fatalement la quantité des « biens publics » qu'ils offrent en pléthore aujourd'hui.

Au nom des administrateurs de l'IREF, le prince Michel de LIECHTENSTEIN remerciait conférenciers et public, il appelait les Européens de tous les pays à retrouver l'espoir en travaillant à de grandes réformes fiscales, nécessaires pour une vraie renaissance européenne.

Grâce à la vigilance, à la pertinence et à l'humour de Jean Philippe DELSOL, modérateur de la soirée, la manifestation pouvait se terminer à l'heure précise, dans le contentement général.

---

## **AU SOMMAIRE DU N°838 :**

**EDITORIAL** : L'Europe ne nous a rien apporté pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Où va l'économie russe ? pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR** : Le coût du OUI : 500 millions d'euros p.4 – OMC : les villages gaulois résistent à l'envahisseur p. 5 – « La culture ne peut être livrée au jeu du marché » p. 6 – La Flat Tax, inventée par Vauban en 1707 p. 7-8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €95.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)